

Conflit Kurde, le brasier oublié du Moyen-Orient – Hamit Bozarslan (2009), H. Q.

Après un premier ouvrage¹ sur le conflit kurde, l'auteur souhaite apporter de nouvelles clés sur le sujet et poursuivre sa réflexion avec une approche différente (sociologie historique). Au-delà du « Kurdistan », qui représente un vaste espace situé aux frontières de quatre Etats : la Turquie, l'Irak, l'Iran et la Syrie, l'auteur parle de la « sphère » kurde, qui s'étend bien au-delà du Kurdistan grâce aux mobilités de toutes natures. Aussi, le « nationalisme kurde » s'est décliné en de nombreuses versions (séparatiste, culturel) et fut légitimé par d'autres idéologies (marxisme, occidentalisme, islamisme). Le Kurdistan et le nationalisme kurde ne sont donc pas des concepts figés, mais plutôt vagues et riches de leurs diversités, à prendre en considération. Le groupe kurde, aux langues et aux confessions diverses², représente plus de trente millions de personnes réparties entre la Turquie, l'Iran, l'Irak, la Syrie et sa « diaspora » proche ou lointaine. Malgré sa force numérique, il reste une minorité à cause des rapports de domination existants et de la volonté des Etats de le minoriser. Le conflit kurde s'inscrit dans une dimension transfrontalière mais aussi dans la durée, avec des contestations régulières tout au long du XXème siècle et un bilan humain et matériel très élevé (plus de 250 000 victimes depuis 1979).

I. 2008-2009 : regards sur le conflit kurde aujourd’hui

Alors qu'elle semblait être tombée en désuétude, la question kurde est réactivée à la fin des années 2000.

1. Un espace contestataire réactivé

En 2009, la question kurde est bien présente, dans un contexte régional tendu (occupations, violences, insurrections, conflits). Au Kurdistan d'Irak d'apparence stable et autonome, il existe encore des discordes au sujet de la province de Kirkouk. En Iran, la guérilla kurde semblait s'être essoufflée mais depuis 2005 on note des émeutes et l'apparition de nouvelles forces armées. En Syrie, l'alliance politique entre les kurdes et le gouvernement a été rompu depuis que Bachar-al-Assad a pris le pouvoir, entraînant d'importantes contestations. Enfin, en Turquie, il n'existe toujours pas de solution politique.

2. Une contestation urbaine

Désormais, la contestation s'est étendue aux villes, dans la jeunesse et chez les intellectuels, qui remplacent en quelque sorte les acteurs traditionnels (tribus, confréries). Aussi, grâce à sa diaspora, qui s'intègre de plus en plus dans les pays respectifs, la contestation kurde s'étend au-delà du Kurdistan historique avec plusieurs millions de Kurdes à Istanbul, des milliers à Damas, à Téhéran et bien sûr en Europe.

¹ *La question kurde. Etats et minorités au Moyen-Orient* (1997)

² Langues : kurmandji, sorani, zazaki, etc.

Confessions : sunnites, alévie, chi'ite, yézidis, chrétiens

3. La fin d'un cycle historique

Comme ce fut le cas dans les années 1960 et 1975, la contestation kurde atteint de nouveau la fin d'un cycle. Une nouvelle génération de militants apparaît, portée par la jeunesse et les grands thèmes de la gauche mondiale.

II. Des empires aux Etats instables

Ce deuxième chapitre détaille l'histoire et offre une chronologie de la question kurde, marquée par divers cycles historiques.

1. Expériences impériales et autonomies kurdes

Les Kurdes existent depuis le VII^e siècle avant notre ère et sont depuis longtemps lié à un territoire. Pendant plusieurs siècles, ils ont vécu regroupés en une vingtaine d'émirats au sein d'empires, l'Empire ottoman et la Perse, de façon plus ou moins autonome. En 1514, le sultan Selim 1^{er} (ottoman) conclut une alliance avec 16 émirats, reconnaissant leur légitimité en échange d'une aide militaire face aux perses. La même année, la bataille de Tchaldiran définit les frontières entre les deux Empires, et divise le Kurdistan. Malgré l'unité impériale de surface, les kurdes restent soumis à une autorité et prennent conscience de cette distinction ethnique, ce qui provoque des malaises que l'on retrouve notamment dans la littérature³. Les 16 émirats liés au pouvoir ottoman voient leur alliance reconduite mais, bien qu'autonomes en apparence, ils restent soumis et dépendants car cette alliance historique est le seul garant de leur survie. Malgré tout, en reproduisant à petite échelle les structures auxquels ils sont soumis (une capitale, un vizir, une armée), les kurdes vivent déjà à cette époque dans l'imaginaire d'un Etat et la question de l'autonomie fait doucement surface.

2. XIX^e siècle : centralisations et contestations

Le XIX^e siècle est révélateur du déclin de l'Empire ottoman⁴ qui cherche à rattraper tant bien que mal son retard pris sur l'Europe. Ainsi, de nombreuses réformes sont mises en place dans tous les domaines dans une logique de centralisation afin de concentrer les ressources et de mieux coordonner les administrations, mettant à mal les statuts autonomes des émirats. Ces réformes, dont les plus importantes furent les réformes des Tanzimat (« réorganisations » à l'europeenne, de 1839 à 1876), entraînèrent d'importantes révoltes dans les provinces kurdes, que l'Empire chercha à écraser par une politique coercitive. La Perse suit aussi ce cycle de réformes et de révoltes. Les entités autonomes kurdes sont détruites mais les structures religieuses sont maintenues (cooptation) par le pouvoir central qui conserve ainsi sa légitimité vis-à-vis de la population et peut imposer son nouveau découpage administratif. Mais le bilan des pratiques centralisatrices est mitigé : face à la disparition des autonomies, la résistance kurde se construit autour de « contre-pouvoirs ».

3. Entre les hamidiyye et la dissidence nationaliste

En 1891, un corps de cavalerie légère est créé au sein de l'armée ottomane. Les « hamidiyye »⁵, recrutés principalement parmi les tribus kurdes, ont pour mission de défendre les frontières face à l'Empire russe et de réprimer les volontés d'indépendance

³ A l'image de la poésie de Ehmed-e-Khani : « si nous avions un roi » (1695).

⁴ *Histoire du Kurdistan*, 1818, père Campanile

⁵ En référence au sultan Abdulhamid II, 1876-1909

des populations minoritaires (arméniens) : une forme d'allégeance contre une certaine protection. Avec une soixantaine de régiments en 1898, l'Etat transforme l'instabilité naissante en ressource. Cependant, cela ne met pas fin à la dissidence de certaines tribus. Le nationalisme kurde prend de l'ampleur et dénonce l'instrumentalisation contre les arméniens. La destitution du sultan en 1909 et la mise en place d'un parti unique (Comité Union et Progrès, 1913) ne font qu'accentuer ce nationalisme kurde qui devient politique et qui prône l'autonomie, particulièrement à travers les trois révoltes de 1914. Toutefois, ce mouvement ne fait pas l'unanimité et est même marginalisé chez les kurdes, comme le montre la participation des anciennes hamidyyes au génocide arménien.

4. La sortie d'empire

La fin de la première guerre mondiale marque la défaite de l'Empire ottoman, ce qui semble offrir de nouvelles opportunités au Kurdistan, bien que divisé entre l'Empire ottoman et les mandats français et britanniques. Le traité de Sèvres d'août 1920, qui défend notamment l'idée d'un Kurdistan indépendant, suscite de vives oppositions (Mustafa Kemal qui cherche à imposer un nouveau gouvernement à Ankara, mais aussi des chefs kurdes qui dénoncent certaines conditions du traité). Cette contestation aboutira alors au Traité de Lausanne (1923), qui renonce à demander l'indépendance du Kurdistan, et reconnaît la légitimité du gouvernement de Kemal. La résistance kémaliste a pris de l'importance et a abouti à un nationalisme turc exclusif⁶ et donc à la fin de toute alliance avec les opposants kurdes au traité de Sèvres.

5. L'ordre des États au Proche-Orient

Le régime kémaliste définit la turcité comme supérieure à toutes les autres représentations ethniques, dont il interdit toute expression politique et culturelle. Les Kurdes sont ainsi considérés comme des ennemis de cette turcité. Ailleurs, le refus des kurdes est moins marqué mais la Perse, la France (en Syrie) et la Grande-Bretagne (en Irak) s'opposent de façon plus ou plus directe à leur autonomie. Les Etats mettent en place des politiques d'assimilation et de centralisation afin d'éliminer le poids des institutions religieuses et confréries kurdes ainsi que celui des tribus. En Turquie, cela se rapproche des théories darwinistes⁷, dont la langue est un nouveau critère discriminant, malgré une religion commune. Aussi, après la première guerre mondiale, de nouvelles frontières sont dessinées, les kurdes sont séparés et représentent une menace potentielle pour tous du fait de leur dimension transfrontalière.

6. Les révoltes et le nationalisme kurdes

En réponse à ce nouvel ordre, une série de révoltes éclate entre 1919 et 1946 : en Iran de 1919 à 1930 avec Simko, en Irak dans les années 1920 avec Barzandji puis Barzani dans les années 1930, en Turquie où 18 révoltes ont lieu en moins de 15 ans. Ces soulèvements sont transfrontaliers (les syriens y participent par exemple), mais sont souvent écrasés par des coalitions régionales voire internationales. Pour faire face à la domination, deux groupes aux aspirations pourtant différentes se rapprochent :

⁶ 1923, proclamation de la République par Mustafa Kemal Atatürk.

⁷ « Le maître de ce pays, c'est le Turc. Ceux qui ne sont pas de purs turcs n'ont qu'un seul droit, le droit d'être les serviteurs, le droit à l'esclavage », 1930, Mahmud Esad Bozkurt, ministre de la Justice

l'intelligentsia et les chefs tribaux et religieux. Ainsi, pendant la période d'entre-deux guerres, le nationalisme kurde s'ancre peu à peu, notamment grâce à de nombreux journaux ou textes⁸, et par des évènements mobilisateurs (révoltes, exécutions de représentants kurdes, destruction des campagnes), construisant alors l'histoire de la « nation » kurde. Une culture politique kurde se développe autour de thèmes comme la résistance, le martyr, la vengeance, des attributs étatiques lui sont donnés (carte politique, mythe fondateur, narration historique, puis drapeau, hymne) afin de gagner en légitimité.

7. La république de Mahabad et la décennie du silence

Le 22 janvier 1946, en Iran, est proclamée la République autonome de Mahabad, à la suite de l'occupation soviétique d'une partie de l'Iran et du départ des troupes iraniennes du Kurdistan. Qazi Muhammad, président (et fondateur un an plus tôt du PDK-iranien), n'arrive cependant pas à attirer tous les Kurdes. Aussi, le départ des soviétiques moins d'un an plus tard et les conflits internes entre tribus ont entraîné la chute de cette république, écrasée par l'armée iranienne. Ses représentants sont exécutés mais Mustafa Barzani parvient à se réfugier en URSS. Cette première expérience d'autonomie kurde au XX^e siècle, qui renforce le récit kurde (martyrs, exilés), marque aussi la fin d'un cycle de contestation et plonge le Kurdistan dans « l'ère du silence ». En effet, de 1946 à 1958, la contestation kurde semble affaiblie et la relève politique et générationnelle qui a bien lieu dans les années 1940-50 n'assure pas un retour du mouvement kurde d'opposition. Par exemple, en Turquie, les jeunes s'accommodeent de la langue turque. En Iran, Irak et Syrie, puis en Turquie dans les années 1960, les jeunes kurdes adhèrent aux idées de la gauche (lien entre la cause des classes opprimées de ces pays et celle de leur peuple opprimé), sans doute au détriment du nationalisme kurde.

III. Radicalismes, révoltes et répressions dans l'espace kurde (1958-2003)

Dans cette troisième partie, l'auteur poursuit la chronologie de la question kurde, de 1958 (coup d'Etat militaire en Irak) à 2003 (occupation de l'Irak). La nouvelle génération politique des années 1950 n'a pas permis la sortie du « silence ». Cette dernière ne se fait que grâce au coup d'Etat du 14 juillet 1958 en Irak (général Qassim), qui a entraîné de nombreux espoirs dans l'ensemble du monde arabe.

1. La révolution de Septembre

Rapidement après le coup d'Etat, Mustafa Barzani (figure des contestations kurdes des années 1940 en Irak/Iran) rentre de son long exil soviétique. Son parti, le PDK (Parti démocratique du Kurdistan) devient vite influent et les kurdes d'Irak bénéficient de libertés exceptionnelles. Ainsi, le PDK tente de négocier l'autonomie du Kurdistan avec Bagdad mais aucun accord n'est trouvé, aboutissant à une nouvelle révolte kurde à partir du 11 septembre 1961 : la révolution de septembre. Le 24 septembre, Qassim annonce l'interdiction du PDK, mais entraîne ainsi une guerre qui ne

⁸ *Jin* en 1919, *Appel du Kurdistan*, *Soleil du Kurdistan* dans les années 1920 ou textes des frères Bedirkhan.

se terminera (provisoirement) qu'en 1975. La lutte kurde prend de l'importance malgré de fortes tensions internes au sein du PDK, entre anciens (conservateurs, patients, nationalistes) et jeunes (dans l'urgence, lutte sociale, révolutionnaire) qui construisent la lutte autour d'une nouvelle élite et de thèmes de gauche (jeunesse, émancipation des femmes, vocabulaire social).

2. Le renouveau du nationalisme kurde en Turquie

La révolution de Septembre au Kurdistan d'Irak a eu un impact dans toute la région, en particulier en Turquie où la cause kurde a été réhabilité par des évènements majeurs : l'affaires de « 49 kurdistes » (étudiants et intellectuels kurdes arrêtés en 1959) et le coup d'Etat en mai 1960 avec le développement d'une certaine liberté. Les jeunes, en rejoignant les idées de la gauche dans les années 1960 tout en renouant avec le récit nationaliste kurde, relancent la contestation qui reste pour autant très légaliste et respecte la Constitution. Rapidement, la mobilisation kurde s'étend au-delà de la jeunesse étudiante et instruite, vers les populations urbaines (manifestations populaires en 1967). Les DDKO, foyers révolutionnaires culturels, sont créés. Ces associations passent inaperçus car elles ne sont vues que comme de simples lieux de regroupement alors qu'elles constituent de véritables sources d'où sont diffusées les idées nationalistes. Mais la confiance dans le constitutionnalisme est brisée à cause du coup d'Etat de 1971 et de la répression du mouvement kurde.

3. La débâcle de 1975

La révolte de Barzani atteint son apogée le 11 mars 1970 lorsqu'elle négocie une trêve de trois ans avec le pouvoir ba'athiste. Mais les décisions finales ne sont pas appliquées par Bagdad (question du rattachement de Kirkouk au Kurdistan, nominations) qui reprend sa politique coercitive contre les kurdes. La révolte reprend en 1974, mais cela se fait dans le cadre de la Guerre Froide qui brouille les évènements (d'abord soutien de l'Iran et des Etats-Unis, puis perte du soutien de l'Iran par les accords d'Alger en 1975). Barzani, qui disposait pourtant de ressources conséquentes pour poursuivre, décide de la fin de la révolte. C'est un vrai traumatisme pour les kurdes, accentué par un sentiment de trahison internationale.

4. Kurdistan d'Irak : la nouvelle guérilla de 1975

Les conséquences de la débâcle sur le mouvement kurde sont importantes : Barzani est vivement critiqué et des milliers de réfugiés fuient la répression ba'athiste. Refusant cela, une nouvelle révolte éclate : la révolution de Mai (1975). Mais elle s'essouffle par manque de moyens, par l'absence de leaders, à cause d'affrontements internes (PDK et UPK) et souffrant du manque de soutien extérieur.

5. Le PKK et le radicalisme kurde en Turquie

La défaite de Barzani a aussi eu des conséquences sur la mouvance kurde en Turquie. Une nouvelle génération politique souhaite sauver l'honneur de la kurdicité et s'oppose au pacifisme aveugle de leurs aînés qui les a plongés vers la défaite. Deux organisations voient ainsi le jour entre 1977 et 1978 : le PKK (parti ouvrier du Kurdistan) et les KUK (libérateurs nationaux du Kurdistan). Mais les KUK disparaissent rapidement (dirigeants marginalisés et lutte avec le PKK). Le PKK, dirigé par Abdullah Öcalan, s'impose comme le symbole de la contestation kurde en Turquie

et obtient une adhésion massive par ses idées nouvelles. En effet, le PKK rejette les résistances passées (synonymes de corruption) et condamne l'identité kurde définie comme la mentalité de l'esclave. Pour lui, la résistance violente est nécessaire pour construire une identité positive.

6. 1979-1991 : un nouveau cycle historique

L'année 1979 est marquée par de forts changements au Moyen-Orient : révolution iranienne, insurrection salafiste en Arabie Saoudite, occupation de l'Afghanistan, reconnaissance d'Israël par l'Egypte (accords de Camp David), ayant des conséquences sur la décennie qui suit (guerre Iran/Irak, tensions Syrie/Turquie). L'espace kurde s'étend alors en s'inscrivant dans cette conflictualité (par ses moyens militaires et financiers, son rôle de base arrière, ses voies de communication), même s'il n'a qu'un rôle secondaire. Il s'étend aussi grâce à sa diaspora, qui fournit un immense soutien financier au PKK par exemple et développe des organisations kurdes comme en Suède ou à Paris.

7. Les Kurdes dans la révolution iranienne et la guerre Iran-Irak

La population kurde s'inscrit dans la révolution iranienne obtenir son autonomie. Deux organisations prennent ainsi le contrôle des villes kurdes : le PDK Iranien d'Abderrahman Ghassemloou et le Komala (« comité des révolutionnaires du Kurdistan iranien »). Le Kurdistan devient alors le premier théâtre de guerre de la république islamique qui dirige une politique de répression (terre brûlée). La répression de 1980 fait près de 45 000 morts. La population urbaine étant menacée, les deux organisations décident de quitter les villes et de s'engager dans une guérilla rurale. Le pouvoir en place (Saddam Hussein) décide cependant de l'expulsion des kurdes chi'ites puis d'une politique d'extermination. 8 000 hommes sont ainsi enlevés en 1983 et, dès 1988, des armes chimiques sont utilisées contre des villages puis contre la ville de Halabdja le 16 mars 1988, dans le cadre des opérations d'Anfal⁹.

8. La répression et la guérilla au Kurdistan de Turquie

Au Kurdistan de Turquie, la mouvance kurde, populaire, conquiert plusieurs municipalités en 1977, dont la grande ville de Diyarbakir, mais le 12 septembre 1980, le coup d'État du général Kenan Evren entraîne terreur, assassinats, tortures et emprisonnements. Plus de 400 militants sont abattus ou portés disparus, 85 000 emprisonnés. Ce pouvoir militaire interdit toute expression politique ou culturelle kurde (dont la langue), entraînant une radicalisation des jeunes kurdes et surtout un exil important vers l'Europe, la Syrie et le Liban. Öcalan fuit d'ailleurs en Syrie en 1979, où le contexte semble relativement favorable aux kurdes. A ce moment-là, le président Assad se porte en « protecteur » des Kurdes à l'échelle régionale¹⁰. Le PKK obtient des bases au Liban (où il implante son académie militaire) en contrepartie de son alliance contre les forces israéliennes, lui permettant de préparer son retour en Turquie dès 1984 avec une longue guérilla.

⁹ Ayant pour but d'éliminer l'ensemble de la population kurde, entre 1988 et 1989, environ 180 000 morts

¹⁰ Cooptation afin d'asseoir la domination alaouite, et moyen de s'opposer à ces adversaires.

9. La 29ème révolte

Force est de constater que les violations des droits de l'homme dans les années 1990 sont principalement commises par l'armée puis par les organisations paramilitaires comme les escadrons de la mort, le Hezbollah turc¹¹ ou les « protecteurs de village » (100 000 hommes armés et bien rémunérés par l'Etat, ayant pour mission de maîtriser les actions dissidentes). À la suite des attaques du PKK considérées comme la « 29ème révolte », des milliers d'intellectuels sont exécutés, des villes et des villages détruits, des populations déplacées, entraînant alors de nouveaux conflits. Le PKK s'impose en acteur de référence de l'espace kurde et insiste sur la question identitaire (construction d'un « homme kurde », culte du leader, « PKK'isation »). Tout comme le kémalisme est devenu une forme de « culte sacré » (mausolée d'Atatürk, narration historique), le PKK a sa symbolique (valeurs, récit) et son « culte ».

10. La naissance d'une région autonome en Irak et la guerre civile kurde dans les années 1990

La Guerre du Golfe de 1990-1991 bouleverse le destin du Kurdistan d'Irak, récemment traumatisé par la campagne d'Anfal. L'opération « tempête du désert » (du 17 janvier au 28 février 1991) entraîne l'expulsion des forces irakiennes du Koweït. Mais Saddam Hussein est encore au pouvoir et, en mars 1991, l'insurrection chiite et kurde est réprimée, sans réaction occidentale. Cependant, après la reprise de Kirkourk par les gardes républicains, l'ONU décide d'établir une zone de protection pour les kurdes¹². La gestion provisoire est confiée au Front du Kurdistan irakien (huit partis). Les élections législatives de 1992 distinguent néanmoins deux forces majeures : le PDK (Parti démocratique du Kurdistan, parti de Barzani, 45%) et l'UPK (Union patriotique du Kurdistan irakien, 43%), qui se partagent la quasi-totalité des sièges et des postes ministériels. Cependant, le pouvoir est paralysé à cause des tensions entre ces deux partis, aboutissant en 1994 à une guerre civile (plusieurs milliers de morts en deux ans) et à la division du Kurdistan irakien. Après deux ans de trêve, la guerre civile prend fin en 1998 (accords de Washington), ouvrant la voie à une lente ré-institutionnalisation.

11. Les années Khatami en Iran à la fin des années 1990

En 1997, Muhammad Khatami arrive au pouvoir en Iran. Il déçoit d'abord les Kurdes iraniens qui expriment leur mécontentement car ils sont exclus de son administration, au profit d'auteurs des répressions des années 1980. Cependant, après un certain apaisement, Khatami « enchanter » presque les kurdes par ses déclarations conciliantes, la nomination symbolique de certains kurdes et l'assouplissement de la présence militaire dans la région, bien que l'enseignement en kurde soit toujours interdit.

12. La guérilla et l'opposition légale en Turquie dans les années 1990

Dans les années 1990, des changements importants ont lieu aussi en Turquie où, malgré une répression intense du gouvernement, la guérilla se développe. Aussi,

¹¹ Organisation islamiste sunnite composée de turcs ET de kurdes, créée en 1979, accusée d'avoir été soutenu par l'État turc.

¹² Résolution 688 du CS de l'ONU du 5 avril 1991, appliquée par l'opération Provide Comfort : condition de survie des kurdes et début d'un processus d'autonomie.

malgré une certaine lassitude dans ses rangs, l'organisation obtient des succès localement et maintient un haut niveau de mobilisation (émeutes, insurrection, violence, parfois même violence auto-sacrificielle, au nom de la nation). En parallèle, une autre stratégie émerge : l'opposition légale. Elle regroupe des hommes politiques autour du HEP (Parti du travail du peuple) qui cherche à être légitime auprès de la guérilla et du pouvoir turc. Très populaire auprès des kurdes, cette formation est aussi soutenue par le président Özal car elle réduit l'influence du PKK. Ce parti sera finalement interdit par la Cour Constitutionnelle mais il sera remplacé par d'autres formations¹³. Malgré des succès électoraux à l'échelle locale (en 1997 avec 37 villes, et 38 en 2004), elle n'obtient que peu de résultats aux élections législatives (peur d'un vote inutile et votes massifs pour des partis islamistes aux sensibilités kurdistes, comportement électoral qui s'éloigne du militantisme).

IV. Les incertitudes du XXIème siècle

Ce quatrième chapitre couvre la période contemporaine de l'ouvrage. Ce nouveau siècle semble offrir de nouvelles opportunités aux Kurdes, mais aussi de nouvelles incertitudes, liées notamment à la guerre d'Irak de 2003.

1. Kurdistanisation et ré-irakisation

Après 2003, le Kurdistan d'Irak devient une référence pour l'ensemble de la mouvance kurde. Aussi, deux processus, pourtant opposés se développent : la kurdistanisation et la ré-irakisation. Tout d'abord, la population refuse l'identité irakienne, le gouvernement kurde refuse le retour de l'administration du pouvoir central et contrôle son territoire. Depuis 2007, le drapeau irakien est même interdit sur son sol. Aussi, bien qu'ayant aucune valeur légale, le référendum de 2005 s'est montré largement en faveur de l'indépendance (95%). En parallèle, pourtant, la question kurde est plutôt bien représentée dans le système politique irakien. Jalal Talabani, président de l'UPK depuis 1975, est élu président de la République en 2005. Hochyar Zibari, figure du PDK est nommé aux Affaires Étrangères. Aussi, les partis kurdes obtiennent de nombreux sièges à l'Assemblée suite aux élections législatives de 2005.

2. Réalités et limites du bipartisme kurde

Au Kurdistan d'Irak, deux partis majeurs coexistent depuis la fin de la guerre civile, au sein de l'Alliance démocratique patriotique : l'UPK et le PDK. Mais en réalité, on observe un pluralisme politique à l'assemblée puisque ces deux grands groupes offrent certains sièges à d'autres (stratégie de cooptation). Cependant, à défaut d'une alternance entre ces deux organisations, c'est le PDK qui détient les principales instances du pouvoir (Messoud Barzani élu à la présidence de la région en 2005), au détriment de l'UPK qui manque de poids et de grandes figures. Aussi, le traumatisme de la guerre civile contribue au processus d'unification entre les deux régions kurdes (la zone PDK de Barzani au nord et la zone UPK de Talabani au sud). Le processus est long mais abouti à des accords de réunification en 2006, privilégiant toutefois un système décentralisé plutôt qu'un pouvoir central fort.

¹³ Logique de relais, l'interdiction de l'une créant la mise en place de la suivante : ÖZDEP 92-93, DEP 93-94, HADEP 94-2003, DTP.

3. La question de Kirkouk et la sécurité

L'expérience kurde qui a débuté en 1991 est confrontée à plusieurs problèmes dont le plus important est la question de Kirkouk. Cette ville à population mixte est importante pour les kurdes, les turcs et les irakiens, entraînant de vives tensions. Pour autant, la ville en elle-même reste relativement calme par rapport aux prédictions. Concernant la sécurité, les territoires kurdes ont échappé à la violence intense pourtant bien présente dans le pays. Le Kurdistan est en quelque sorte isolé donc sécurisé car les conflits sont extérieurs à lui. Cette relative¹⁴ stabilité a permis à une grande partie de la communauté chrétienne de trouver refuge au Kurdistan.

4. Malaises kurdes

Le Kurdistan fait face aux mêmes problèmes internes que dans le reste du Moyen-Orient : inégalités économiques (bourgeoisie représentée par l'élite politique et économique), exclusion politique (un noyau dur détient le pouvoir), infrastructures délabrées (état des universités ouvertes à tous les étudiants par rapport aux établissements pour les « élites »), corruption, etc. Malgré tout, le nationalisme kurde est fort. Les jeunes surtout affirment leur identité et, bien que parfois mécontents, ne sont pas prêts à lâcher cette expérience d'autonomie.

5. La deuxième phase de la guérilla en Turquie

Après une première phase de guérilla de 1984 à 1999 et une accalmie jusqu'en 2005 (perspectives d'intégration de la Turquie à l'Union Européenne et surtout décision du PKK d'arrêter les combats), la lutte du PKK reprend. En effet, les offensives turques contre le PKK ont continué de 1999 à 2005 et invitent les kurdes à se défendre à nouveau. Aussi, le PKK se fragilise et a besoin d'une source de cohésion. Enfin, un nouveau nationalisme turc s'est implanté dans les villes et a été l'auteur de nombreuses violences envers les kurdes¹⁵. Aussi, les réformes promises par la Turquie dans le cadre de sa candidature pour l'Union Européenne ont été très limitées. Des centaines de militants ont été arrêtés pour avoir revendiqué un droit à l'enseignement en kurde ou s'être exprimé publiquement dans cette langue, à l'image de Leyla Zana (10 ans de prison). Ces mesures ont révélé aux militants les limites d'une action légaliste, poussant la nouvelle génération à prendre les armes et à ne pas se contenter du pacifisme.

6. Bilan de la nouvelle guérilla

Depuis juin 2005, le bilan est chaque semaine meurtrier dans les rangs de l'armée et du PKK. Plusieurs attentats ont été revendiqués par le PKK (comme le 3 janvier 2008 à Diyarbakir, 5 morts et 68 blessés, beaucoup de victimes civiles). Finalement, après la levée de l'interdiction imposée par les Etats-Unis, la Turquie a repris ses attaques contre des bases du PKK (Bombardements le 1^{er} décembre 2007, opération « soleil » le 22 février 2008), ce qui a eu pour conséquence d'accroître la légitimité de l'organisation, symbole de la résistance.

¹⁴ Relative car, malgré tout, la région n'est pas étanche et certains attentats sporadiques ont parfois lieu (le 2 février 2004 à Erbil, 200 morts par exemple).

¹⁵ A l'exemple du plasticage d'une librairie kurde en 2005 à Semdinli.

7. Les Kurdes iraniens sous Ahmedenedjad

En 2005, Mahmoud Ahmedenedjad prend la suite de Khatami à la tête de l'Iran, mais opte pour une répression forte¹⁶ et doit faire face à une vive contestation kurde et à des affrontements fréquents et meurtriers. Mais la répression voit son efficacité limitée alors qu'une grève générale est décrétée le 11 juillet 2008 (à l'occasion du 19^{ème} anniversaire de l'assassinat de Ghassemlou) et largement suivie dans la plupart des villes kurdes. L'image des dirigeants-martyrs est toujours mobilisatrice et les deux partis kurdes sont toujours très populaires. Aussi, une nouvelle force d'opposition apparaît : le PJAK (Parti de la vie libre au Kurdistan, fondé en 2003 par Hadji Ahmed), et prend la relève de la contestation armée en revendiquant plusieurs opérations militaires comme celle du 3 avril 2006¹⁷.

8. Qamichli 2004

Les émeutes de Qamichli, font référence aux violences entre les kurdes et les forces de l'ordre syriennes, en mars 2004. Après la chute de Saddam Hussein en 2003, des manifestations de joie ont éclaté dans les rangs kurdes, alors que c'était épouvantable pour la population arabe. Ainsi, le 12 mars 2004, lors d'un match de football, des violences verbales entre les supporters ont éclaté, entraînant une vive répression contre les kurdes (sept morts), à l'origine d'émeutes contre le pouvoir (là encore réprimées : 50 morts et 2000 arrestations). Aussi, l'enlèvement, le 10 mai 2005 du cheikh Muhammad Maachouk Khaznaoui et la découverte de son corps le 18 juin entraîne de nouvelles émeutes. L'espace kurde syrien¹⁸ n'est donc pas apaisé et la rupture entre les kurdes syriens et le pouvoir, déjà entamé après l'expulsion d'Öcalan en 1998, s'accélère dans les années 2000.

V. Ordre étatique, système régional et contestations kurdes

Dans ce dernier chapitre, l'auteur fournit une lecture différente, non plus historique mais liée aux grands thèmes de la question kurde et de l'ordre étatique. Le Moyen-Orient est passée d'une logique impériale à une logique régionale, où chaque Etat est lié à un groupe dominant, qui définit sa nation. Cela entraîne la minorisation des autres groupes par des pratiques violentes et coercitives¹⁹ mais passe aussi parfois par des stratégies de cooptation comme ce fut le cas avec certaines parties de la société kurde.

1. La violence dans l'espace kurde

La violence s'est répandue dans l'espace kurde et dans le temps pour deux raisons : sa « causalité systémique » et les ressources qu'elle produit. En effet, la violence a permis à la contestation kurde d'être considérée. Alors qu'elle ne pensait pas rencontrer de véritable résistance, la volonté d'assimilation des minorités par les Etats a entraîné la violence kurde, qui a entraîné une prise de conscience de la question kurde

¹⁶ 11 juin 2005, assassinat d'un jeune militant kurde, Shavaneh Qadiri, par les forces iraniennes qui exposent son corps au public.

¹⁷ Assassinat de 24 pasdarans par ses forces combattantes : les HRK, forces du Kurdistan de l'Est.

¹⁸ Où l'on retrouve treize partis kurdes, dont le plus important est Yekiti (Parti de l'Union Kurde en Syrie, fondé à la fin des années 1990, opposition pacifique).

¹⁹ Loi sur l'installation dans les années 1930 en Turquie ayant pour but de disperser les populations non-turques, politique de la « ceinture arabe » en Syrie dès 1962.

par les pouvoirs et donc une politique coercitive, et donc de nouvelles vagues de violence, etc. (causalité systémique, ou circulaire). Ainsi, il semble illusoire de penser que les Kurdes abandonnent la violence. Le deuxième point lié à cette violence concerne les « ressources ». Le conflit kurde a créé une série de comportements, de nouvelles légitimités, de nouveaux rapports de pouvoir. La contestation kurde a finalement réussi à établir des structures relativement solides et l'émergence d'une « contre-élite ». La violence qui caractérise le conflit kurde a permis la construction d'une « nation » avec ses instances (par exemple, la lutte armée a besoin de taxation donc d'un véritable système). Finalement, les Etats ont perdu leur pari. Ils voulaient utiliser la coercition pour surmonter la contestation kurde mais n'ont pu se légitimer auprès des kurdes que sous certaines conditions, nécessaires pour éviter la violence.

2. La durabilité des Etats

Pourtant, les Etats semblent s'être construits dans la guerre kurde, et cette question est devenue un élément fondamental de leur politique, justifiant même leur autorité auprès des citoyens. Les Etats ont été fragilisés par ce conflit (mobilisation matérielle, militaire, réformes, pressions internationales) mais leur durabilité n'a pas été compromise. Bien sûr, les conflits menés par la coalition internationale (1991, 2003) ont fait évoluer les rapports de force et ont permis une certaine autonomie au Kurdistan d'Irak, mais il semble illusoire de penser que de telles interventions constituent la règle. Les Etats ont sur relevé les défis en adaptant leurs politiques (en Turquie, l'Etat a encouragé la mise en place de nouveaux acteurs, permettant la poursuite des pratiques coercitives tout en respectant la loi), allant même jusqu'à intégrer certaines parties de la société kurde. Aussi, ils ont gagné leur légitimité en se présentant comme les seuls remparts face au terrorisme international et les seuls garants de la sécurité intérieure. Enfin, les nationalismes officiels ont permis de réduire les risques de dissidences ainsi que les marges d'action kurde en définissant les kurdes comme des ennemis de l'intérieur.

3. Pluralités de l'espace kurde

Malgré une force militaire relativement solide, la force politique semble s'essouffler car elle est divisée. Il existe de nombreux mouvements, qui doivent coexister et faire coexister leurs intérêts différents voire contradictoires. Cependant, dans les années 2000, l'espace kurde a su préserver son polycentrisme tout en évitant la violence dans les conflits internes (par opposition aux années 80-90). En Irak coexistent le PDK et l'UPK, ainsi que d'autres formations mineures mais actives. En Syrie, l'expulsion du PKK (années 2000) a abouti à des dynamiques locales et à des acteurs nombreux autour du Yekiti. En Iran, le PDK et le Komala sont toujours influents mais concurrencés par le récent PJAK. En Turquie, le PKK demeure la référence mais doit coexister avec un nouvel acteur, le DTP (principale force du pouvoir municipale) et le Hak-Par, insignifiant mais qui propose une voix discordante voire dérangeante.

4. Le désenchantement partisan

Malgré un nationalisme kurde bien présent, l'engagement en politique n'est plus le seul mode d'action et de projection de soi dans la kurdicité. Alors que, dans les années 1960-90, tout engagement ou presque était politique (nécessaire pour acquérir une légitimité), aujourd'hui, s'engager dans la militance kurde ne se résume plus

uniquement au domaine politique, à l'image de ces trois catégories : la jeunesse, les femmes, les intellectuels. La jeunesse s'engage dans des positions variées, parfois dans des simples activités culturelles ou sportives qui pour eux constituent tout autant un engagement. Les femmes, qui autrefois n'étaient acceptées dans la lutte que par un engagement politique fort, font émerger désormais un féminisme kurde militant. Enfin, les intellectuels dépeignent la société kurde, critiquent les partis politiques et contrastent avec les années 1980 en utilisant désormais d'autres types d'expression (sites internet, styles musicaux modernes).

5. Crise du nationalisme kurde

Le nationalisme kurde s'est propagé grâce aux divers moyens d'engagement (web, TV). Cependant, force est de constater que le désenchantement politique a lieu au moment où le nationalisme kurde est fragilisé par un manque de légitimité. Avant, les mouvances kurdes pouvaient légitimer leur lutte en suivant une cause plus grande, un universel (lutte contre la « barbarie » dans les années 1920, marxisme-léninisme et lien entre les classes opprimés et leur peuple opprimé dès les années 1950). Dans les années 2000, le discours universel est soit libéral, soit islamiste. L'islamisme kurde reste marginal (les élections au Kurdistan d'Irak et quelques jeunes engagés dans les rangs d'Al-Qaida) peut être à cause de la mauvaise expérience liée au régime iranien. Le libéralisme (économie de marché, droits individuels, démocratie) est quant à lui presque inopérant du fait du contexte conflictuel permanent qui l'empêche de se développer.

Conclusion

Il paraît difficile de se projeter sur une quelconque conclusion à ce sujet. Toutefois, l'auteur cherche à noter quelques opportunités qui pourraient s'offrir aux kurdes, et surtout les contraintes prévisibles. Les incertitudes régionales, souvent extérieures aux kurdes, pourraient avoir des répercussions. Pour ne prendre qu'un exemple, un retrait américain de l'Irak compromettrait sans doute l'expérience kurde irakienne, mais à l'inverse une présence trop longue renverrait une mauvaise image du Kurdistan (protégé, « deuxième Israël »). Aussi, la question de Kirkouk, l'absence de reconnaissance des kurdes en Syrie ou en Iran, le bloc nationaliste en Turquie, sont autant raisons de tensions qui pourraient aboutir à de nouvelles vagues de violence. Aussi, pour reprendre la question de David McDowell (« Le Kurdistan parviendra-t-il à cesser d'être politiquement périphérique ? »), tout semble indiquer que les acteurs kurdes vont rester marginalisés par des systèmes de domination. Les Etats tolèrent et s'accommodeent d'un certain degré d'instabilité, qu'ils utilisent souvent à leur profit (ennemis de l'intérieur, de l'extérieur). Cependant, de façon plus optimiste, nous pouvons espérer une consolidation de l'expérience kurde irakienne et une démocratisation des Etats concernés. Cette solution, autant optimale qu'hypothétique, demanderait toutefois une reconfiguration radicale des pouvoirs, des politiques, de la culture et des idéologies officielles (kémalisme, khomeynisme, ba'athisme). Finalement, les Kurdes, qui n'ont pas réussi à aller au bout de leurs revendications, et les Etats, qui ne sont pas parvenus à assimiler les kurdes ou à éradiquer leur mobilisation, paient tous un lourd tribu dans cette lutte. Comme le propose l'auteur, ils devraient « faire le point zéro » de leur histoire commune. Mais plus de dix années après la publication de ce livre, ce scénario bien idéal ne semble toujours pas

d'actualité, à l'exemple de l'offensive turque en 2019 à la suite du départ des américains de la Syrie, ou du referendum de 2017 au Kurdistan d'Irak à l'origine de vives réactions internationales.